Eglises et chrétiens en mai 68 à Lyon

Une empathie évidente

Jean-François Cullafroz
journaliste honoraire

« Que l'on choisisse de parler " d'humeur anti-institutionnelle " (Bourdieu) ou de " crise des allégeances " (Gobille), l'un des traits majeurs de mai 68 est la remise en cause des rapports de pouvoir pourtant solidairement établis », écrivent de concert François Alfandari, Lilian Mathieu et Vincent Porhel [1].

1 Un contexte favorable

Contre toute attente, si l'on apprécie les Églises avec des lunettes de 2019, la lutte contre les autorités et les rapports hiérarchiques a bien été au cœur de l'engagement des chrétiens en mai 68. D'abord le fait des laïcs dans les universités, les entreprises, administrations et toute la société, les clercs, par la suite, ont pris le relais contre leur propre institution ecclésiale.

1.1 Une appartenance chrétienne massive et structurante

> « Dans les Monts du Lyonnais, il y avait un curé dans chaque commune, et parfois même avec plusieurs vicaires. En mai-juin 68, j'étais à Larajasse et les pratiquants étaient très nombreux. Pas moins de 14 prêtres en exercice dans le diocèse et six séminaristes étaient originaires de ce village. C'était une des rares communes du Rhône où il n'y avait pas d'école publique, mais seulement une école catholique »

se souvient Louis Granjon. Ordonné en 1959, aumônier cantonal du Mouvement rural de jeunesse chrétienne (MRJC), il percevait encore son curé « comme un grand chef car à ce moment-là, les curés étaient encore tout-puissants dans les villages » [2].

1. Collectif de la Grande côte, *Lyon en luttes dans les années 1968, Lieux et trajectoires de la contestation*, Lyon, PUL, 2018, p. 273. Un chapitre entier est consacré au thème « On pouvait être catho et être révolutionnaire – Socialisations religieuses et appétences contestataires » (p. 273-299).

2. Entretien avec l'auteur le 11 avril 2018 à Villefranche-sur-Saône.

Toutes proportions gardées, ces faits ne peuvent être limités au monde rural. En effet, si ce qu'on a longtemps appelé « la Vendée lyonnaise » peut grossir ces caractéristiques, en milieu urbain, elles étaient encore prégnantes. Les colonies de vacances paroissiales, les ciné-clubs, les patronages, les troupes de louveteaux, jeannettes, scouts et guides étaient une réalité encore bien vivante, et les Amicales laïques devaient parfois ferrailler dur pour pénétrer dans les familles. D'autant, que l'esprit missionnaire et apostolique s'incarnait parfois dans des quartiers populaires par la diffusion d'un petit journal mensuel mis dans toutes les boites grâce à un réseau de distributeurs paroissiaux. Des événements marquants de la vie, tels que le baptême, le mariage, et surtout les funérailles se concevaient rarement hors d'un passage à l'église ou au temple. En 1968, comme je l'ai vécu dans le quartier très populaire des États-Unis à Lyon, la célébration dominicale reste encore un creuset pour des jeunes qui viennent s'y rencontrer et échanger, même si une érosion dans la fréquentation est déjà notable.

1.2 Le poids des engagements militants

Du côté catholique, les mouvements maintenaient un lien avec l'institution, ce qui était moins le cas pour le protestantisme où on déplorait un délitement avec les jeunes en général, et les étudiants en particulier, par le manque de relations avec la FFACE et l'UCJG comme s'en souvient Francis Pithon dit Valdo [3].

Au sein de la jeunesse catholique, la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC) et le MRJC tenaient le haut du pavé dans l'Église et dans la société, face aux Jeunesses communistes. Dans la foulée de son 40e anniversaire au Parc des princes à Paris en juin 1967 [4], la JOC préparait un grand rassemblement le 9 juin 1968 au Palais des sports de Gerland. On devrait y parler de l'emploi. Le mensuel *La Jeunesse ouvrière* de mars-avril venait en effet de titrer sur le nombre des chômeurs qui a dépassé la barre des 400 000 [5]. Pour sa part, le MRJC, soutenu par la Jeunesse étudiante chrétienne (JEC), préparait le rassemblement estival « Zoom 68 » à Grenoble [6]. Depuis plusieurs années, la JOC, comme le MRJC, réunissent en leurs rangs des lycéens et étudiants, dont les effectifs sont encore inférieurs à celui des apprentis, ouvriers et jeunes agriculteurs. Au MRJC, la mixité est effective, alors que du côté ouvrier, si les rassemblements régionaux et nationaux sont mixtes, le mouvement est encore constitué de deux branches : JOC et JOCF, qui ont leurs structures propres : équipes locales au niveau paroissial, fédérations au niveau départemental et diocésain, conseil national pour l'Hexagone, avec journées d'études et retraites spécifiques pour garçons et filles.

On trouve peu de traces de la JEC à Lyon dans les archives diocésaines, mais des témoignages attestent que ses membres sont bien représentés, parmi les lycéens et étudiants, et au sein de l'UNEF. Il en va de même aussi des protestants, qui pâtissent des difficultés que rencontre la FFACE depuis 1962, mais des témoins, tels Francis

3. Entretien avec l'auteur et intervention le 3 mai 2018 lors de la conférence « Éclats de mai 68 » aux Archives départementales du Rhône (disponible sur Youtube).

4. Déclaration de la JOC-JOCF le 9 mai 1968, Archives diocésaines de Lyon, 13/II/124.

5. Mensuel *La Jeunesse Ouvrière*, avril 1968.

6. L'ex-*Semaine religieuse du diocèse de Lyon* est devenue en 1968 *Église de Lyon*. Voir n° 18, 9 mai 1968, p. 306.

Pithon et d'autres, y participent, aussi bien au sein de l'AGEL que du Mouvement du 22 mars [7].

Pour ce qui est des adultes, l'Action catholique ouvrière (ACO) tient la première place avec une cinquantaine d'équipes de base et 711 adhérents, dont 403 femmes. En 1967, on recense 173 employés, 132 ouvriers, 87 techniciens et cadres. La moitié des membres milite syndicalement, la CFDT venant très largement en tête avec plus de 250 adhérents, la CGT en totalisant 54. À l'instar de l'équipe confédérale CFDT animée par l'ancien jociste Eugène Descamps, au sein de l'équipe des cinq permanents comme du Conseil de l'Union départementale CFDT du Rhône, et à la tête des syndicats (métallurgie, chimie, santé, postes, enseignement...), les chrétiens revendiqués, catholiques et protestants, sont plus que majoritaires. À la CGT, ils sont en nombre conséquent, même si les communistes restent dominants. On trouve d'anciens séminaristes au sein de la direction départementale CGT, et les quelques prêtres-ouvriers restants sont, à ce moment-là, adhérents à la centrale de Georges Séguy et Benoit Frachon [8].

Toujours dans la mouvance de l'Action catholique, il faut aussi parler d'autres organisations comme l'ACMSS, dont l'aumônier diocésain, Gabriel Montfalcon, fait un travail soutenu auprès des élèves des écoles préparant aux carrières sanitaires et sociales [9]. Dans une profession voisine, les Équipes enseignantes pour le primaire avec le P. Max Bobichon [10], la Paroisse universitaire pour l'enseignement secondaire et le supérieur (alors animée par le professeur Guy Avanzini et sa collègue Geneviève Latreille, maitresse-assistante en psychologie [11]) occupent une place non négligeable. Dans le milieu rural, beaucoup d'adultes de l'ancienne Jeunesse agricole catholique (JAC) ont rejoint les équipes de Chrétiens en monde rural (CMR) et sont le pivot du syndicalisme du CDJA et de la FDSEA [12], dans son courant le plus à gauche.

1.3 Le rôle de personnalités, journaux et lieux-repères

Pour nourrir la réflexion de ces militantes et militants, Lyon dispose de nombreux lieux de formation : la Chronique sociale, l'organisation historique, mère des Semaines sociales, où Joseph Folliet a encore un rôle important [13], aux côtés de Charles Maccio, ancien permanent du secteur formation de la jeune CFDT rhodanienne. Autre vecteur de formation le centre Croissance des jeunes nations, avec ses cours, conférences et sa revue mensuelle animés par le Haut-Savoyard Gilbert Blardone, professeur de droit aux Facultés catholiques de Lyon. Il a contribué à ouvrir les acteurs ecclésiaux et sociaux aux questions du Tiers monde et aux luttes qui s'y mènent. Sur le même

7. Entretien de l'auteur avec Georges Tissot, Edith et Jean Metzger (disponible sur Youtube).

8. ACO du Rhône et du Roannais, Madeleine Boisson-Christiane Chapas, Claude Rozet, Bernard Fontaine, Jean-Michel Guillemard, Guy Nauche, Noël Roulet, *Esquisse de la vie de l'ACO et du Mouvement ouvrier à Lyon* (années 1950 à 1980), 2005, p. 56.

9. Entretien avec l'auteur, le 5 septembre 2017.

10. Entretien avec l'auteur le 24 mars 2018. Voir son livre *Un prêtre dans la cité*, Libel, Lyon, 2017.

11. Témoignage de Madeleine Comte recueilli par l'auteur, 3 mai 2018.

12. Tel Claude Berger, arboriculteur de Messimy, qui deviendra ensuite président de la FDSEA et de la Chambre d'agriculture du Rhône.

13. Hebdomadaire *L'Essor*, n° 1127, 31 mai 1968, p. 1. Voir aussi l'article « La révolte et le rationnel », *La Croix*, numéro spécial, 9 juin 1968, p. 3.

terrain, le CCCF (Comité catholique contre la faim) [14], a été créé en 1960, à l'instigation du pape Paul VI et de l'épiscopat français. Devenu CCFD en 1967, il aide aussi à cette prise de conscience et prendra position en mai-juin 68 à Lyon.

Parmi les personnes qui ont préparé la position des Églises et des chrétiens au surgissement de mai-juin 68, il y a de nombreux théologiens et religieux engagés : tels les jésuites François Varillon (qui chemina avec l'ACO et les cadres chrétiens mais très réservé sur 68) [15] et son collègue François Fournier qui dirigera la revue *Culture et foi*. On trouve aussi François Biot et André Laudouze, frères dominicains de l'Arbresle et tous deux membres de la rédaction de *Témoignage chrétien* qui est alors un hebdomadaire de référence pour les militant(e)s [16].

On peut aussi citer le mouvement La Vie nouvelle_,_ né des Amitiés scoutes, qui comportera quelques équipes à Lyon [17]. L'ACFAL, avec Pierre Lanier, catholique et militant CFDT, sensibilise à l'accueil concret des personnes immigrées notamment algériennes, par le biais de l'alphabétisation. Parmi d'autres personnalités, le Roannais Henri Denis. Expert au Concile Vatican II, il a un poids important parmi ses collègues prêtres, en particulier lors du Forum de septembre 1968.

Du côté protestant, et même s'ils résidaient à Paris, le pasteur Georges Casalis [18] et le philosophe Paul Ricœur ont une influence en terre rhodanienne, de même que le pasteur baptiste Martin-Luther King, reçu officiellement en mars 1966 par les Églises chrétiennes rhodaniennes (le pasteur réformé Paul Eberhard et le cardinal Villot), aux côtés des responsables du Cercle pour la liberté de la culture animé par Robert Vial, journaliste du quotidien *l'Écho-Liberté)* [19]. À noter aussi le rôle du pasteur luthérien Henry Bruston au sein du consistoire protestant lyonnais.

Catholiques et protestants sont aussi influencés par leurs relations avec le marxisme et les communistes [20]. Jean-Yves Calvez, provincial de France des jésuites, et les *Cahiers de l'actualité religieuse et sociale* édités par le Ceras, mais aussi le travail d'un groupe lyonnais Économie et Humanisme, les écrits du dominicain Jean Cardonnel, et de Sœur Françoise Vandermereesch (revue *Échange*) [21], ont alimenté la réflexion sur christianisme et révolution, à l'instar du « Carême différent », prêché à la Mutualité à Paris en mars 1968. Le message de l'évêque brésilien Dom Helder Câmara à Strasbourg, quelques semaines plus tard, marque les esprits des chrétiens français. Localement, Maurice Clavel vient à la rencontre de la communauté des normaliennes et normaliens croix-roussiens à l'incitation de l'aumônier Max Bobichon [22].

14. Mgr Jacques Ménager, archevêque de Reims et secrétaire général de l'Action catholique.

15. Témoignage du militant CFDT et ACO Robert Challier (Journée d'études-séminaire « La CFDT Rhône-Alpes en mai 68 », 29 novembre 2013, Institut d'études politiques de Lyon).

16. *Témoignage chrétien* est héritier des *Cahiers du Témoignage chrétien* nés entre Rhône et Saône en novembre 1941 de l'initiative œcuménique du jésuite Pierre Chaillet et du pasteur réformé Roland de Pury. En 1968, il conserve un enracinement certain. Le 9 mai 1968, *Témoignage chrétien* titre à la Une « *Le Christ emplit l'histoire.* »

17. Témoignage de Robert Thalvard recueilli par l'auteur le 22 février 2018.

18. Yves Chiron, *L'Église dans la tourmente de 1968*, Paris, Artège, 2018, p. 23. Voir aussi *L'Essor*, n° 1127, 31 mai 1968.

19. Témoignage recueilli par l'auteur (disponible sur le site « L'écume d'un jour »).

20. Voir l'article du jésuite Henri Madelin, « Chrétiens et marxistes en dialogue : des convergences dans une divergence », in *À L'écoute du monde*, Chronique sociale de France, février 1967.

21. Yves Chiron, *L'Église dans la tourmente…*, *op. cit.*, p. 28 et 31.

22. Entretien avec l'auteur le 24 mars 2018.

1.4 Le rôle d'entrainement du Concile Vatican II

Dans les années d'après-Concile, « c'est l'allégresse et l'euphorie qui l'emporte, une sorte d'enthousiasme commun fondé sur la certitude que les forces de l'Évangile se traduiront en applications temporelles concrètes », souligne Jacques Prévotat [23]. Max Bobichon, confirme que « le Concile a préparé à une ouverture des mentalités de beaucoup de prêtres et de laïcs. Avec l'ouverture au monde, c'était enfin le refus de considérer que monde était mauvais ».

Les encycliques *Mater et magistra* (1961) et *Pacem in terris* (1963), ainsi que les constitutions conciliaires *Gaudium et spes* et *Lumen gentium* ont apporté avant 1968, et chacune dans leur domaine, des éléments d'analyse sur le monde, la société et l'Église de Jésus-Christ, et ont renforcé des raisons d'engagement concrets et une relecture de la vie ecclésiale, quel que soit les statuts des chrétiens.

> « En 1968, je venais d'arriver à Saint-Julien de Cusset. J'étais aumônier de JOC avec une équipe que je suivais déjà à Notre-Dame de Bellecombe. Les équipes d'Action catholique à Villeurbanne avaient une implantation inter-paroissiale. J'insiste sur l'euphorie qui était la nôtre avant mai 68. On était à plein dans les retombées de Vatican II. Le Concile fut un peu notre mai 68 : une église ouverte au monde, une autre conception de l'autorité, la mise en place de la réforme liturgique... »

explique Clément Dumas, qui devient ensuite prêtre-ouvrier et responsable syndical CFDT chez Mammouth [24].

2 Mai-juin 1968 dans l'Église catholique lyonnaise

Jacques Prévotat constate que le mouvement de mai-juin a été une « surprise pour toutes les autorités, y compris ecclésiastiques, confrontées aux mêmes remises en cause, et qui ont accueilli la révolte avec sympathie sans en percevoir tous les enjeux. »

Quatre caractéristiques semblent marquer l'attitude des chrétiens et des Églises : le lien dialectique entre Lyon et Paris, une prise en compte précoce de l'importance du mouvement et de sa signification, une participation active au mouvement, de la part des laïcs et même de prêtres, pasteurs, et religieuses, et la pénétration du mouvement de mai au sein même des Églises. Il est indéniable que sans être moteur, le cardinal-archevêque de Lyon laissera son état-major emboiter le pas à Mgr Marty, archevêque de Paris [25], qui deviendra l'année suivante le premier président élu de la Conférence des évêques de France.

Quatre moments sont marquants dans l'année 1968 à Lyon : au printemps, autour du 13 mai, puis le 24 mai et les jours suivants, le 30 mai et sa suite, puis à l'automne, entre la mi-septembre et la mi-novembre.

---

23. *Être Chrétien en France au 20 siècle*, Paris, Seuil, 1998, p. 115.

24. Témoignage recueilli le 2 mai 2018.

25. Le cardinal Marty déclarera dans son homélie de Pentecôte que « L'Église n'est pas neutre » (*La Croix*, 4 juin 1968), s'engageant nettement comme ses collègues de Nantes, Dijon, Cambrai ou Toulouse.

2.1 Le 13 mai : l'union étudiants-ouvriers-paysans comprise par les Églises

À Paris, les étudiants ouvrent le ban le 3 mai et manifestent contre la fermeture de la faculté de Nanterre. La réaction policière est violente, plusieurs leaders sont arrêtés, et condamnés à deux mois de prison ferme dont un des responsables nationaux de la JEC [26]. Nombre d'étudiants fréquentaient alors les aumôneries : le Centre Richelieu où officiait l'abbé Jean-Marie Lustiger, et le Centre Saint-Yves, dont les aumôniers pour les étudiants en droit et sciences économiques étaient deux frères prêcheurs : Henri Burin des Roziers, et Jean Raguénès, que l'on retrouve en 1973 prêtre-ouvrier chez Lip à Besançon et aux côtés des responsables syndicaux CFDT de Lip. La Mission étudiante nationale, dont les responsables nationaux sont Patrick Viveret (JEC) et Jérôme Vignon (Grandes écoles) soutiennent l'UNEF.

À Lyon, le mouvement démarre le 5 mai entre l'INSA, le campus des sciences de la Doua, puis la Faculté des lettres. Une manifestation est organisée le lendemain de Villeurbanne au quai lyonnais Claude-Bernard. Les aumôniers des étudiants, les jésuites Luc Lhaumet et Camille Pasquier, et Jean Latreille, aumônier de la JEC et fils du doyen André Latreille, suivent le mouvement de près. Parmi les animateurs du mouvement, il y a des responsables de l'UNEF et des étudiants du PSU (ESU) qui ont fait partie de l'éphémère Jeunesse universitaire chrétienne (JUC) et des étudiants protestants, aussi militants du Mouvement du 22 mars. La Maison des étudiants catholiques, située à côté de la Faculté de droit et sciences économiques, héberge les réunions et sert des repas. Tous sont en phase avec les évêques du monde scolaire (Mgr Streiff, Matagrin et Simonneaux) [27]. « La Mec était notre point de rencontre. C'est là qu'on se repliait pour décider des actions, avant que nous nous concentrions sur le local du PSU », se souvient Éric Gerbe. Fils de pasteur protestant et d'une catholique, responsable politique, il militait au sein des Étudiants socialistes unifies (ESU) et de l'UNEF [28]. « Les Pères Lhaumet et Pasquier, des jésuites, qui animaient l'aumônerie, nous ont beaucoup aidés pour conserver un dialogue avec le doyen Nerson qui voulait faire intervenir la police à la fac de droit », ajoute Georges Tissot, lui aussi membre des ESU, de l'UNEF et ancien de la JUC [29].

Alors que la répression policière se durcit à Paris, nationalement CFDT, CGT et Fen rejoignent l'UNEF et décrètent une journée nationale de grève et de manifestation pour le 13 mai. À Lyon, elle réunit 40 000 personnes, et c'est Pierre Bauby, président de l'AGEL-UNEF qui prend la parole au nom de tous sur une place des Terreaux archi-comble [30].

Au sein de cette première manifestation et des occupations d'usine qui débutent dans cette deuxième semaine de mai, les chrétiens sont bien présents. C'est le cas des militants de la JOC, dont les délégués lyonnais au conseil national restreint, tel Roger Gay, responsable de la fédération Rive gauche. Les membres du bureau national de la

26. Yves Chiron, *L'Église dans la tourmente. . . , op. cit.*, p. 38-56.
27. *La Croix*, numéro spécial, 9 juin 1968.
28. Entretien avec l'auteur, 23 janvier 2018 (disponible sur Youtube).
29. Témoignage recueilli le 3 mai 2018 (disponible sur Youtube).
30. Entretien avec l'auteur le 14 novembre 2014 (disponible sur Youtube).

JOCF, qui, comme eux, reviennent de Paris, ont déclaré de concert, le 9 mai, vouloir « prendre notre place dans toute notre vie, être écouté, respecté, pris au sérieux. Pour nous l'espérance réside dans la perspective d'une lutte pour un plus être » [31].

C'est aussi le cas des membres de l'ACO, forts des conclusions de la 8e rencontre nationale qui s'est réunie le 10 mai à Issy-les-Moulineaux.

> « Face à la violence dont la classe est aussi souvent la victime, les membres de l'ACO affirment leur solidarité avec la menée pour le respect d'hommes libres et responsables. Membres de l'ACO, notre foi est engagée quand l'homme est en cause et nous estimons que c'est dans un véritable dialogue et une transformation profonde des structures que la solution doit être recherchée »

déclarent-ils [32]. Et Alfred Ancel, évêque auxiliaire de Lyon, supérieur du Prado et président de la Commission épiscopale du monde ouvrier a enfoncé le clou le 12 mai en déclarant : « Comment l'Église ne serait-elle pas attentive à ce cri des pauvres dont la lecture de la Bible lui rappelle sans cesse la place privilégiée dans le dessein de Dieu ? » Et il conclut en soulignant que, si « L'Église ne saurait se laisser enfermer dans un esprit de caste et de classe, mais si [...] les autres catégories sociales sont amenées à découvrir les exigences d'une fraternité mieux vécue et plus universelle, n'est-ce pas le signe du salut qui est manifesté, et la catholicité de l'Église qui est davantage célébrée ? »

À Villeurbanne, tout près du campus des sciences et de l'INSA, le Centre culturel œcuménique accueille aussi des étudiants dans la cadre de l'aumônerie catholique. Sur les quais du Rhône, d'autres liens se tissent entre étudiants, professeurs et ouvriers, à la fois par le biais du doyen Latreille et grâce à des membres de la Paroisse universitaire, tels Bernard Comte et François Delpech, tous deux alors maîtres-assistants en histoire [33]. Sur le terrain, des rencontres inédites se nouent alors à 500 mètres des facultés dans les paroisses Saint-Louis et Saint-André. Ainsi, des étudiants chrétiens en lettres et des membres de l'ACO du quartier de la Guillotière partagent leur vie. « Le théologien Henri Bourgeois, professeur au séminaire, et le militant CFDT Paul Andreÿs en sont à l'origine, encouragés par le curé Georges Quinet », rapporte le Père André Baffert, membre du Prado. Ils font notamment le constat d'une angoisse des étudiants dont les trois-quarts échouent en cours d'étude, et le mal-vivre des étudiants d'origine rurale ou ouvrière qui reçoivent une culture bourgeoise qui les désolidarisent de leur milieu [34].

« Le mouvement qui se développe n'est pas l'action d'une minorité, mais la prise de conscience collective des étudiants et des professeurs et de divers groupes sociaux ». À la manière de Mgr Ancel, qui habite d'ailleurs le quartier, ils soulignent que « là où il

31. Entretien avec l'auteur, Lyon, 4 septembre 2017, et témoignage réitéré le 18 mai 2018. La JOC-JOCF édite un numéro spécial du mensuel *Jeunesse ouvrière* durant le mois, voir *Église à Lyon*, n° 21-22-23, 6 juin 1968, p. 329.

32. *Ibidem*, p. 327.

33. Témoignage de Madeleine Comte (voir référence supra).

34. Entretien avec l'auteur, Lyon, 4 septembre 2017 ; Archives diocésaines Lyon, 12/II/124, répertorié n° 11, compte-rendu dactylographié de la rencontre du 19 mai.

y a solidarité pour améliorer la condition des hommes, là est l'esprit de l'évangile » [35]. Certains prêtres vont à la rencontre des grévistes comme Georges Fabre, avec des jocistes de l'usine Richard-Continental [36]. D'autres organisent des débats dans les aumôneries ou font le tour des lieux de formation comme Christian Montfalcon avec les élèves assistantes sociales et infirmières [37]. L'ancien instituteur public et diacre Henri Tournissou (qui sera ordonné prêtre fin 1968 avec son collègue Belleville), ronéote des tracts pour les enseignants du SGEN-CFDT, dans l'appartement qu'il partage avec eux à la Croix-Rousse. « Au lycée Jean Moulin, Christian Biot, l'aumônier, a été présent à tous nos débats, discrètement et sans intervenir », se souvient Madeleine Comte, professeur au lycée de Saint-Just.

Le 17 mai, l'archidiacre de Lyon, le chanoine Claudius Bonjean, tous les aumôniers d'Action catholique (rural, ouvrier, milieux indépendants) et les délégués diocésains du monde scolaire et universitaire et celui de la Mission ouvrière signent une déclaration à l'intention de leurs collègues prêtres pour aiguiller leur prêche du dimanche 19 mai [38]. Tout en recommandant une certaine discrétion sur la forme de leur prédication, ils conseillent à leurs collègues « d'aider les chrétiens à prendre conscience des problèmes majeurs qui sont en jeu ». Et ils citent sept points d'attention, au nombre desquels les rapports des jeunes et des adultes, l'expression propre des jeunes et leur place dans la société, le contenu et la forme de la culture, la promotion collective du monde ouvrier, le rôle des organisations représentatives des étudiants et des travailleurs, et les exigences d'un dialogue à tous les niveaux.

Au sein même des services diocésains, des femmes prennent la parole. C'est le cas à la direction de l'enseignement religieux, où des catéchistes, telle Marguerite Nesme, se syndiquent à la CFDT et entreprennent de dialoguer avec leur responsable, mais sans résultat [39].

Dans l'enseignement catholique, qu'on appelait alors enseignement libre, à Paris, le secrétaire général de l'enseignement catholique, Mgr Jean Cuminal, appelle à « conserver les écoles ouvertes », tout en incitant les chefs d'établissement à « prendre les mesures pour apporter des réponses aux questions posées aujourd'hui » [40]. Pour leur part, les associations des parents de l'enseignement libre (APEL) sont plus réticentes. Elles soulignent « la nécessité d'un dialogue entre parents, enseignants et jeunes », mais « s'inquiètent des risques d'entrainement des élèves par leurs professeurs ». Pour autant, la grève est effective sous l'impulsion de la CFDT qui représente 40 % du personnel. Les enseignants de tous les niveaux se réunissent dans leurs établissements pour repenser leurs pratiques professionnelles et envisager une intégration dans un unique service d'éducation avec leurs collègues du public. Des coopérations s'instaurent entre écoles voisines, comme dans le quartier de Montchat, et « à la Croix-Rousse où l'École de La Salle devient un véritable carrefour », se souvient Marie-Claude Richardier [41]. « Un brassage s'est opéré entre enseignants et parfois avec les parents. Ils réclament la

35. *Église à Lyon*, n° 21-22-23, 6 juin 1968.
36. Entretien avec l'auteur, Lyon, 4 septembre 2017.
37. Note personnelle remise à l'auteur, 5 septembre 2017, référence Arc. Mfc 19680610 note 10 06.
38. Archives diocésaines Lyon, 12/II/124, note 7.
39. Collectif de la Grande Côte, *Lyon en luttes dans les années 68…*, *op. cit.*, p. 295.
40. *L'Essor,* n° 1126, 24 mai 1968, p. 6.
41. Entretien avec l'auteur le 27 février 2018.

participation des personnels à la gestion des établissements, la mixité pour les élèves et l'évolution du contenu de l'enseignement : introduction de l'instruction civique, de l'éducation sexuelle, la transformation des relations pédagogiques maîtres-élèves », rappelle Bernadette Tricou [42]. « À La Mache, l'école technique a fermé quinze jours. Pendant ce temps-là, nous avons fait un travail sur la déconfessionnalisation. On a remis l'élève au centre de l'école à la place d'une morale imposée », ajoute Pierre Perdrix.

Au séminaire Saint-Irénée à Francheville, les « apprentis-prêtres » sont aussi concernés. « En 1968, le grand séminaire était calme : nous étions en cogestion depuis un an. Nous nous sommes arrêtés de travailler une matinée, le lendemain de la mort du commissaire Lacroix. Nous n'avions cours que les matins, les après-midis étaient libres (travail, personnel, activités pastorales) », détaille Georges Decourt [43]. Pour sa part, Pierre Thivend, qui sera ordonné prêtre en juin 1968, précise : « En fait, suite aux états généraux que nous avions organisés à la rentrée d'octobre 1965, c'était plutôt un régime ouvert, basé sur la vie d'équipe et la responsabilité personnelle » [44]. Gérard Danière, lui aussi séminariste, loue l'attitude du P. Henri Bourgeois, alors professeur de dogme. Il se souvient qu'il y avait « des cours de sciences politiques depuis deux ans conduits par le P. Baboin-Jaubert ». Des prêtres plus âgés, évoquent les cours de théologie dogmatique de son collègue, le Père Jean Alberti adepte du structuralisme, dans le cadre d'une gestion souple par le supérieur Basseville. Ce sulpicien avait participé discrètement au mouvement de soutien au FLN, et « était ouvert au mouvement étudiant », soulignent plusieurs anciens séminaristes. « Des syndicalistes sont venus nous parler au séminaire et nous avons participé aux manifestations, celle du 13 mai, par exemple », poursuit Gérard Danière [45].

Jeudi 16 et vendredi 17 mai, la Catho est en ébullition. Manifestement, les étudiants de la rue du Plat sont en phase avec ceux de l'Université publique, puisque le recteur, le P. Henri Hoestlandt, note qu'« ils ont rédigé un papier assez désagréable sur la société civile et le recteur ». Le vendredi, salle Burret, « étudiants et professeurs ont poursuivi leurs réflexions en présence d'un représentant de l'Unef », précise Bernadette Lejay, enseignante. Après des travaux par carrefours, ils sont encore 200 à 300 le soir, selon le recteur, pour discuter leurs motions en présence d'une quarantaine de professeurs. « Même ceux de la théologie sont là », précise-t-il dans la note manuscrite qu'il adresse à l'archevêque [46].

Le cardinal Renard, lors de la prédication du dimanche qui suit, fait allusion aux événements de la vie étudiante. Il invite les fidèles à prier pour qu'une solution soit apportée aux problèmes des jeunes, en n'oubliant pas au passage la recherche de la paix au Vietnam et la situation du Biafra [47]. « En dehors d'un dialogue loyal et d'une active patience, nous ne ferons un monde juste pour tous, un monde fraternel où les nombreux jeunes trouvent une place digne pour aujourd'hui et pour demain », dit-il [48].

42. Témoignage recueilli par l'auteur le 10 mai 2018.
43. Témoignage recueilli par l'auteur le 5 mai 2017.
44. Entretien avec l'auteur le 13 mars 2018.
45. Entretien avec l'auteur le 26 septembre 2016 (disponible sur Youtube).
46. Note manuscrite déposée aux Archives diocésaines, Lyon, 13/II/124.
47. *Église de Lyon*, n° 20, 17 mai 1968, p. 306.
48. *Ibidem* et *L'Essor*, n° 1125, 17 mai 1968, p. 1.

2.2 Un point de rupture : la soirée du 24 mai

Le 24 mai est le second jour marquant. À l'instar de ce qui passe à Paris, et vraisemblablement sous la poussée de représentants lyonnais du Mouvement du 22 mars, des violences se déroulent à partir de 23 heures autour du pont Lafayette. La mort accidentelle du commissaire Lacroix, présent sur les lieux alors qu'il n'était pas en service, va freiner la suite des manifestations de rue. La CGT et le PCF ne contrôlent plus le pavé, et la CFDT réprouve aussi fortement la violence [49].

Tous sont à l'unisson de l'Église catholique qui ne déroge pourtant pas de sa bienveillance avec les mouvements sociaux et étudiants. Plusieurs exemples méritent d'être mis en avant pour étayer cette affirmation. Ainsi, le 27 mai, dans le sanctuaire Saint-Bonaventure, lors de la cérémonie de funérailles du policier de 50 ans, que dans son dernier livre Claire Auzias présente comme un « un chrétien de gauche, membre d'une équipe d'ACI » [50].

Malgré ce drame, l'Église diocésaine confirme l'approche empathique qui est la sienne depuis le début des événements. Le curé, le P. Raymond Barret, accueille sobrement le cortège funèbre qui s'est déployé en grande pompe de la préfecture jusqu'au sanctuaire, conduit par le très gaulliste préfet Max Moulins. Le cardinal et les trois évêques auxiliaires du diocèse se sont fait excuser, et seuls le chanoine Bonjean et Mgr Duquaire représentent l'institution [51]. En leur absence, l'officiant prononce des propos qui surprennent l'assistance. Bien sûr, il condamne fermement la violence d'« un acte odieux », dont a été victime René Lacroix (comme le fera le cardinal le dimanche de Pentecôte suivant) [52], mais il insiste surtout sur le fait que « notre pays tout entier vit actuellement une véritable mutation de civilisation. Toute évolution se fait à travers des tâtonnements et des recherches dans lesquels certains risquent de céder à la tentation de haine et de violence » [53].

Plusieurs raisons président à cette pondération. D'abord, le 24 mai, un certain nombre de chrétiens étaient présents l'après-midi lors des manifestations dans la presqu'ile, puis dans la soirée, lors des affrontements entre la rue de la République et la rue Molière. Il y a là des militants d'action catholique, notamment des jeunes, alertés par Europe 1 et RTL [54], mais aussi des prêtres et des séminaristes, dont certains seront particulièrement matraqués par la police. André Sache, journaliste de l'hebdomadaire diocésain *L'Essor*, détaillera comment il a été malmené alors qu'il portait un brassard de presse, et comment sa pellicule photo a été arrachée car il avait filmé la violence de l'intervention des CRS notamment à l'égard de femmes [55]. Ces agissements se poursuivront à l'hôtel de police, rue Vauban, à l'encontre des immigrés au type maghrébin, comme en témoigneront trois prêtres espagnols qui ont été arrêtés [56]. Un chrétien (Daniel Pothin), militant CFDT et PSU, téléphone à l'archevêché pour faire part de son

49. Déclaration d'Étienne Philibert, secrétaire général de l'Union départementale CFDT du Rhône à la télévision régionale (consultable sur le site de l'Ina).
50. *Les Trimards*, Atelier de création libertaire, Lyon, 2017.
51. Reportage d'André Sache, *L'Essor*, 31 mai 1968, n° 1127, p. 6.
52. Voir aussi le communiqué du cardinal (Archives diocésaines de Lyon, AD 12/II/124, n° 21-22-23).
53. Archives diocésaines de Lyon, AD 12/II/124, texte dactylographié de l'homélie.
54. L'auteur était personnellement de ceux-là.
55. *L'Essor*, 31 mai 1968, n° 1127.
56. Archives diocésaines de Lyon, AD 12/II/124.

inquiétude sur l'armement de la police [57]. Le lendemain matin, le préfet communique à Mgr Charles Duquaire, secrétaire particulier du cardinal, une liste de dix clercs arrêtés, dont les prêtres de la paroisse du Cœur-Immaculé de Marie dans le quartier de la Ferrandière à Villeurbanne, membres de la congrégation de la Sainte-Famille. Sont aussi retenus ce soir-là des séminaristes diocésains et des membres des Missions africaines [58].

Des passages à tabac se déroulent au siège de la police, et les interrogatoires viseront particulièrement les étrangers, notamment d'origine algérienne [59]. Les autorités religieuses (le cardinal Renard, le pasteur Atger et le grand-rabbin Kling) protesteront comme le feront leurs collègues parisiens contre des agissements similaires de la police [60].

Des étudiants de l'École préparatoire de théologie protestante de Saint-Cyr-au-Mont-d'Or sont aussi présents lors de la soirée du 24 mai, mais ils sont partis avant les échauffourées comme le rapporte J.-Fr. Zorn [61].

Le matin même du 24 mai, autour du cardinal, des trois évêques auxiliaires et de M. Bourrat, secrétaire du presbyterium nouvellement mis en place à l'automne passé, sont réunis à l'archevêché les responsables pastoraux. Il y a là Jean Vimort pour le monde universitaire et scolaire, Maurice Delorme pour le monde ouvrier, Marius Vignal pour le monde rural, Jacques Rebattu pour les milieux indépendants et Claude Paire pour les religieuses [62].

L'analyse est livrée dans une note de Mgr Gabriel Matagrin, responsable diocésain de la pastorale. « La révolte est de nature culturelle et sociale, et mérite d'être écoutée et entendue », dit-il en substance. Les présents constatent dans le milieu ouvrier des divergences entre la CFDT et la CGT, pour le monde rural, des réactions de mécontentement marqué par une journée d'avertissement des agriculteurs avec cinq rassemblements dans le département organisés par la FDSEA et les Jeunes agriculteurs, avec la présence d'étudiants et d'ouvriers. L'évolution de l'attitude des milieux indépendants (professions libérales par exemple) est mise en exergue. Dans « l'ensemble de ce milieu très diversifié », très souvent contestés car liés aux milieux patronaux et avec des étudiants majoritairement issus de cette classe bourgeoise, « on note des signes de désarroi, mais en même temps, des remises en cause souvent provoquées par les jeunes », souligne le P. Jacques Rebattu.

À noter que Gabriel Matagrin a adressé au cardinal le 21 mai une note portant la mention « ne pas diffuser » développant une réflexion théologique pointue favorable au mouvement en cours. L'évêque auxiliaire, qui deviendra ensuite évêque de Grenoble, parle de « crise de civilisation », d'aspirations du monde étudiant ayant rejoint celui

57. Archives diocésaines de Lyon, AD 12/II/124, transcription de l'appel téléphonique du 24 mai.

58. Archives diocésaines de Lyon, AD 12/II/124, lettre dactylographiée, 25 mai 2017.

59. Archives diocésaines de Lyon, AD 12/II/124, témoignage conjoint des prêtres Angel Esteban, Salvador Sola et Alexandre Martinez.

60. Alexandre Renard, Daniel Atger et Jean Kling à Lyon, en écho à la déclaration de Mgr François Colin, du pasteur Charles Westphal et du Grand rabbin Jacob Kaplan, *L'Illustré protestant* n° 166, septembre 1968, p. 2.

61. *Réveil*, No. 506, Lyon, mai 2018

62. Archives diocésaines de Lyon, AD 12/II/124, compte-rendu dactylographié du 27 mai.

des travailleurs », de « volonté de faire de la nouveauté », de la personne qui ne peut se réduire à la vie économique. Il conclut en soulignant qu'« il serait dommage que le peuple chrétien ne perçoive pas la dimension spirituelle » des événements [63]. Le P. Gabriel Montfalcon, aumônier des milieux sanitaires et sociaux, constate la même évolution, aussi bien chez les professionnels en poste que les élèves des écoles de la Croix-Rouge-Charmettes, Rockefeller, Saint-Joseph, Les Alouettes et l'École du Sud-Est…, ce qui conduit à une déclaration de l'ACMSS qui interroge fortement les professionnels de ce secteur [64].

2.3 Du 30 mai au 30 juin : entre négociations et élections, une période troublée

Alors que le mouvement de grève se développe, les patrons chrétiens prennent position le 22 mai. Ils demandent que le dialogue se développe entre employeurs et syndicalistes. Il n'est pas exclu qu'ait joué un rôle la parole portée par Mgr Matagrin, qui est intervenu devant leur rencontre nationale. Pour leur part, des décideurs protestants se risquent à dévoiler leurs opinions, comme un directeur d'usine drômois qui écrit dans *Réveil* « espérer une prise de conscience de chacun pour un monde nouveau plus fraternel » [65]. Dans le même ordre d'idée, c'est autour de Gilbert Rossary, un directeur général salarié d'une usine textile, de militants de l'ACO et de la JOC-JOCF que se catalyse une action de démocratie autogestionnaire dans le quartier des Essarts à Bron. « J'ai adhéré à la CFTC, puis j'ai participé à l'évolution vers la CFDT par la grâce de l'ACI dont j'étais membre. À Bron, la défense d'un terrain pour créer une maison de quartier doit beaucoup à des chrétiens engagés en mai-juin 68 », se souvient-il [66].

Autant dire que l'éditorial de Marcel Clément à la Une de *L'homme nouveau* [67] sur « l'avenir de l'Église et l'avenir de la France » engendrera peu de réactions ouvertes d'hostilité vis-à-vis du mouvement de mai-juin de la part de catholiques. D'ailleurs, dans les archives diocésaines, n'ont été conservées qu'une ou deux lettres.

Le 30 mai, alors que les occupations d'usine sont encore en cours, malgré la signature du protocole d'accord entre syndicats et patronat sous l'égide du Gouvernement, le général de Gaulle dissout l'Assemblée nationale et lance un appel à le soutenir. Le lendemain, 75 000 personnes répondent positivement dans les rues de Lyon à l'appel du Comité d'action civique, préfet en tête de manifestation. Un certain nombre de chrétiens sont là, mais ils se présentent « avant tout comme militants gaullistes », comme l'a rappelé le jeune étudiant en droit Michel Noir [68].

Il y a, en effet, dans cette mouvance, des chrétiens réfractaires au mouvement de mai-juin, et qui ont tenté de s'opposer à ce qui se passait dans les facultés. Ainsi Jean-Noël Dumont, originaire d'une famille ouvrière du quartier Saint-Paul. Cet étu-

63. Archives diocésaines de Lyon, AD 12/II/124.
64. Archives diocésaines, Lyon, 13/II/124, invitation datée du 23 mai à une réunion le 26 mai.
65. *Réveil*, septembre 1968.
66. Témoignage donné lors de la Journée d'études-séminaire « CFDT. Mémoire de l'autogestion, Revendications et méthodes d'action », 27 novembre 2018, Institut des sciences de l'homme, Lyon.
67. *L'Homme nouveau*, n° 49480, 16 juin 1968.
68. *Il y a 50 ans, mai 68, notre région dans la révolte*, *Le Progrès*, mai 2018, Lyon, p. 109.

diant en classe de licence de philosophie, tenté par le mouvement Christianisme et révolution où souhaite l'entraîner son condisciple Gérard Collomb, crée finalement un éphémère syndicat dénommé Groupe d'action réformiste. Quelques mois plus tard, il enseigne chez les Chartreux. Pour sa part, Charles Millon, adhérent du Cercle Charles Péguy, étudiant de la faculté de droit et sciences économiques, participe activement au Mouvement autonome des étudiants lyonnais (MADEL), au sein duquel milite Chantal Delsol. Étudiante en philosophie, la fille du biologiste Michel Delsol, professeur aux Facultés catholiques de Lyon, épousera ensuite Charles Millon. Aujourd'hui encore, d'ex-étudiants, parfois même responsables d'Église, témoignent de leur gêne à parler de la période de mai-juin 1968.

C'est dans un cadre troublé que se déroulent les élections de fin juin, au sujet desquelles est publiée une note de l'épiscopat. Les évêques insistent sur le fait que

> « les élections doivent permettre de mettre en œuvre des réformes : un nouveau style de relations sociales, réforme de l'université, expression de responsabilités réelles par les travailleurs et citoyens, place donnée aux corps intermédiaires et solidarité avec le Tiers-Monde » [69].

Bien consciente que « les élections ne résoudront pas comme par enchantement tous les problèmes », la Commission permanente de l'épiscopat appelle les chrétiens à « l'action partout où l'homme se rencontre pour vivre, se cultiver se former et travailler pour organiser une vie sociale plus juste et plus humaine ». Au soir du 30 juin, l'Union pour la défense de la République gagne avec 58 % des voix et emporte 394 sièges sur 485 députés, avec dans le Rhône neuf des dix sièges. Les candidats du PSU, souvent des chrétiens comme la catholique Suzanne Gerbe [70], ne passent pas le premier tour, et le seul élu de gauche rhodanien est l'ancien maçon et maire de Vénissieux, le communiste Marcel Houel.

2.4 Septembre 1968 : le Forum des prêtres de Lyon

« L'Église catholique a vu sa prétention à exercer l'autorité sur les consciences radicalement contestée, correspondant à une remise en cause de pouvoirs solidement établis », insistent François Alfandari, Lilian Mathieu et Vincent Porhel [71]. Contrairement à ce qui a souvent été soutenu de tous bords et dessiné sur des affiches libertaires, ce n'est pas au cœur du mouvement de mai que va jaillir la contestation contre les institutions ecclésiales. Mais cette remise en cause participe, voire découle des événements sociaux et étudiants.

En mai-juin, dans les archives diocésaines, on trouve très peu de réactions opposées au mouvement social et aux prises de position de l'Église catholique. Une lettre de trois pères capucins à l'intention du cardinal en décembre 1968 fait figure d'exception. Elle est contrebalancée par « l'appel de 47 prêtres réunis pour l'abolition de la caste

69. Conseil permanent de l'épiscopat, note du 14 juin 1968, consultable dans *Église à Lyon*, n° 21-22-23 p. 374-375.

70. Catholique, elle était l'épouse du pasteur réformé J.-B. Gerbe, auteur de *Christianisme et révolution*, collection « Alternances », Paris, Scorpion, 1963.

71. Collectif de la Grande Côte, *Lyon en luttes dans les années 1968...*, *op. cit.*, p. 273.

sacerdotale », dont se fait l'écho Henri Fesquet [72]. Dans le même esprit, on relève aussi la très longue missive de Pierre Darphin, alors professeur de philosophie au petit séminaire Notre-Dame de Chessy (redevenu curé de paroisse, il choisira quelques années plus tard d'être prêtre-ouvrier). Il appelle le Primat des Gaules à prendre position pour un changement qui touche aussi l'Église, notamment dans ses rapports avec l'État [73]. Il faut dire que l'archevêque de Lyon est apparu pour le moins timoré [74] en regard de réactions plus engagées des instances de l'épiscopat [75].

Au terme du mouvement social, la première réaction collective jaillit de la contestation, non contre l'Église, mais contre la décision préfectorale d'expulser le P. Angel Esteban, un des trois prêtres espagnols interpelés le 24 mai. Elle est la conjonction de l'intervention vigoureuse de Mgr Ancel et de la mobilisation des mouvements d'Action catholique de tous bords (de la JOC à l'ACI) [76] et des prêtres et religieuses. Le P. Esteban sera pourtant convoqué au siège de la police le 14 juin avec son collègue Alexandre Martinez. Il est expulsé le jour-même vers le régime de Franco, à l'issue d'un nouvel interrogatoire [77]. Supérieur du Prado, Alfred Ancel régit immédiatement, ainsi que l'Action catholique, les prêtres et religieuses de Villeurbanne, mais on ne trouve rien sur l'attitude du cardinal dans les archives diocésaines [78].

La réaction anti-institutionnelle catholique vient des jeunes prêtres de moins de cinq ans de sacerdoce. Depuis plusieurs années, dans la région Centre-Est, chaque été, des sessions de réflexion ont lieu pour les prêtres de différentes tranches d'âge. En 1968, elles ont lieu à Chamrousse (17-21 juin), La Louvesc (30 juin-13 juillet) et Notre-Dame-du-Laus, Fribourg et à Ars le 9 septembre. À Chamrousse [79], les jeunes prêtres enclenchent leur propre Mai-68 au départ de la station de ski dauphinoise, souhaitant relayer le mouvement des laïcs qu'ils ont accompagnés quelques semaines plus tôt [80]. Henri Denis, en charge de la formation du clergé dans le diocèse de Lyon depuis 1964, tente, sans résultat, de faire venir un des évêques lyonnais. Il alimente le débat en compagnie de Daniel Bourreau, prêtre de la Mission de France et professeur au grand séminaire, et Marc-François Lacan [81], bénédictin à Hautecombe, et exégète. En l'absence de prélats, l'idée d'un Forum de prêtres est lancée et un collectif d'une quarantaine de clercs adresse, avant les vacances, une invitation au millier de prêtres alors incardinés dans le diocèse de Lyon [82]. Des démarches parallèles auront lieu à

72. *Le Monde*, 30 mai 1968.

73. Archives diocésaines de Lyon, AD 12/II/124, lettre manuscrite de six pages, 27 mai 1968.

74. *Le Progrès*, numéro spécial, *op. cit.*, p. 98.

75. Note du 5 juin 1968, publiée dans *Église à Lyon* du 14 juin 1968, p. 337-338 ; *L'Essor* du 14 juin 1968, n° 1129.

76. Archives diocésaines de Lyon, AD 12/II/124.

77. Archives diocésaines de Lyon, AD 12/II/124, récit de l'interpellation en date du 21 juin 1968 signé par les deux prêtres.

78. Archives diocésaines de Lyon, AD 12/II/124, lettre dactylographiée de Mgr Ancel au préfet du Rhône, 12 mai 1968, ; communiqué du 20 juin 1968 signé par les responsables des mouvements ACO, ACI, JOC, IOCF, JICF, les responsables des Unions de prêtres et religieuses de Villeurbanne, en lien avec les P. Bonjean, Delorme et Goutagny.

79. Archives diocésaines de Lyon, AD 12/II/124, note verte du Secrétariat diocésain de la pastorale, analysant les différentes sessions.

80. Témoignage de Paul Grange recueilli par l'auteur, octobre 2017.

81. Le frère du psychanalyste Jacques Lacan, termine sa vie au monastère Notre-Dame de Ganagobie, et écrit notamment *Dieu n'est pas un assureur* et *La vérité ne s'épuise pas* (Albin Michel).

82. Trois documents sont envoyés : dès fin juin, un tract recto-verso A4 signé par 41 prêtres donne les objectifs, dans l'été un livret format A5 signé des 41 prêtres annonce le thème « Pour qui ce forum »

Saint-Étienne et dans le Roannais, partie intégrante du diocèse de Lyon [83]. « À Saint-Fons, des filles de la Jeunesse ouvrière chrétienne m'avaient emmené à la fac voir le mouvement, il était assez naturel que nous prenions ensuite leur relais », souligne Paul Grange, qui est l'un des deux porte-parole du Forum lyonnais avec le P. Emmanuel Payen [84]. Le 28 juin, 41 prêtres appellent leurs confrères de la métropole de Lyon, « dans la fidélité à l'Église du Christ », à trois jours de recherche et de débat « pour hâter l'*aggiornamento* amorcé à Vatican II ». Le cardinal Renard tente bien de faire annuler cette rencontre, appelant même Mgr Ancel à la rescousse. Mais, finalement, après les prêtres de Saint-Étienne (16-17 septembre) et Montbrison, près d'un quart des prêtres diocésains se réunissent chez les sœurs franciscaines des Buers à Villeurbanne du 23 au 25septembre 1968.

Les évêques sent absents, pour, selon leurs propos, « laisser les prêtres libres de débattre ». Cependant, des personnalités éminentes, tel le Père Henri Bourgeois ne sont pas les derniers à pousser loin la contestation. Il demande qu'« avant toute réflexion, soit permise l'expression spontanée des chrétiens et sympathisants sur leurs soucis et problèmes [85] ». Dans la foulée, Gaby Thollet, jeune prêtre stagiaire à la paroisse Saint-Pierre-de-Vaise, soutient la mise en place d'« une agora du Peuple de Dieu et la recherche de gestes » [86].

Durant trois après-midis de débats, et pour la première fois dans l'Église diocésaine, la démocratie s'exerce avec une prise de parole libre. Quelque 70 prêtres donnent leur avis, et une forme de délibération, non seulement par de classiques carrefours (il y en a neuf), mais en assemblée « souveraine » avec vote, amendements et adoption aux deux-tiers. 11 motions émergent. La première préoccupation majoritaire est « l'insertion du prêtre dans le monde » et l'engagement « à participer à la vie commune des hommes de notre temps (professionnelle, habitat, activités socioculturelles, vie politique…), ce qui suppose « un allègement progressif des tâches cultuelles ». Cette motion obtient 182 « oui » à bulletins secrets et précède trois autres résolutions qui portent sur une vie plus démocratique de l'Église. Après avoir regretté « le raidissement doctrinal du Magistère », elles refusent « les fonctions traditionnelles de curé et de vicaire, constitution d'équipe où chaque membre soit co-responsable », et demandent la mise en œuvre d'une justice sociale au sein de l'institution avec « une indemnité mensuelle identique pour tous les prêtres, quelle que soit leur fonction ». Enfin, une motion qui recueille 143 voix sur 197 pose la question de « l'ordination d'hommes mariés, le mariage des séminaristes et des prêtres et la possibilité pour les prêtres déjà mariés de reprendre le sacerdoce » [87].

---

et, début septembre, un autre livret signé par six prêtres donne le déroulement et lance la campagne d'inscription (Archives diocésaines de Lyon, AD 12/II/124).

83. Les arrondissements de Saint-Étienne et Montbrison constitueront un nouveau diocèse en 1970, avec pour premier évêque le pradosien Paul-Marie Rousset, ex-évêque auxiliaire de Lyon. Le Roannais restera partie intégrante du diocèse de Lyon.

84. Entretien avec l'auteur en janvier 2017, puis le 14 novembre 2017 avec Paul Grange et Clément Dumas.

85. Archives diocésaines de Lyon 13/II/124, note du secrétariat diocésain de la pastorale, 16 septembre 1968.

86. *Ibidem.* Voir aussi son témoignage dans les notes de l'Assemblée régionale des prêtres (archives Pierre Thivend).

87. Compte-rendu effectué par le Bureau d'information du Forum dans un fascicule de quatre pages intitulé *Forum de Lyon*, édité en octobre 1968, p. 3-4.

La note du secrétariat diocésain de la pastorale déflore le bilan du forum lyonnais dès le lendemain du colloque, mais aucune autre communication diocésaine n'aura lieu [88]. Il faut dire que le Forum s'est donné des porte-parole qui ont pour mission le travail en interne. Un compte-rendu imprimé de plusieurs pages avec le texte des motions est transmis au conseil provisoire du presbyterium. Cela n'empêche pas la presse, nationale et locale, de révéler quelques jours plus tard au grand public (et donc aux fidèles) les résultats de cette assemblée inédite, gonflant au passage le nombre de participants. Le quotidien *Le Monde* parle du rassemblement de 300 prêtres et évoque d'une manière erronée que le principe du mariage des prêtres a été voté [89].

« Il n'y a plus rien à sauver, sauvons-nous », avait lancé un brin moqueur Mario Faurie, qui était à Lyon le curé des motards dans le quartier lyonnais des États-Unis, au terme des trois journées de débat. Pour sa part, Paul Grange, un des deux porte-parole et vicaire à la paroisse de Saint-Fons, remarque, cinquante ans plus tard, que « pour la première fois, les prêtres ont pu se parler et ensuite, chacun a suivi sa route [90] ».

Georges Fabre, alors aumônier de la JOC, souligne, quant à lui, que nombre de ses collègues qui, comme lui, entreront au travail ensuite, « ont vivement englobé dans la même contestation de l'autorité ecclésiale, les mouvements d'Action catholique qui donnaient le "la" de la dimension apostolique de l'Église » [91].

2.5 Chez les protestants, un mouvement de fond surgi de la jeunesse

Du côté protestant, les réactions ont été diverses, mais vont manifester que la volonté d'expression, et l'exigence de démocratie, de dignité et de respect ont été perçues. Les huit paroisses lyonnaises et le consistoire réformé comme la communauté luthérienne, ont été en apparence moins en prise avec le mouvement.

Le mensuel *Réveil* d'avril 1968 aborde, théologiquement et d'une façon prémonitoire, la question de la révolution et des chrétiens. « Les changements ne vont pas sans heurts. Une modification de la société est devenue possible, mais il faut bien savoir que les principaux bénéficiaires de la situation actuelle disposent d'une formidable puissance économique, financière, politique et militaire, et pour conserver leur position privilégiée, ils sont prêts à employer n'importe quel moyen », écrit le pasteur Chalamet dans cette publication diffusée en Ardèche, Haute-Loire et Forez [92].

Entre Rhône et Saône, lors du conseil consistorial du 3 mai, le pasteur Babut évoque la préparation du jeûne œcuménique prévu le 29mai par le Synode national de Royan, et la tenue d'une soirée à la Bourse du travail de Lyon en hommage à Martin-Luther King, assassiné un mois plus tôt [93]. Mais c'est par l'ecclésiologie que les paroisses

88. Selon le texte placé en exergue du compte-rendu, « ce compte-rendu a été présenté au cardinal, qui a préféré qu'il ne soit pas publié intégralement dans *Église de Lyon*, tant à cause de son contenu que de sa longueur ».

89. . Le 16 octobre 1968, le Bureau d'information du Forum enverra un rectificatif au *Monde* concernant son article du 12, le jugeant entaché d'« imprécision et d'inexactitude » (Archives diocésaines de Lyon 13/II/124, compte-rendu du Forum).

90. Paul Grange, entretien avec l'auteur.

91. Entretien avec l'auteur, 4 septembre 2017.

92. *Réveil*, avril 1968, p. 8.

93. Archives du consistoire de l'Église protestante unie de Lyon.

entrent dans le mouvement. Les élèves de l'École préparatoire de théologie protestante de Saint-Cyr-au-Mont-d'Or secouent pasteurs et laïcs, en demandant à rencontrer les responsables réformés lyonnais. Ils expriment leur isolement, et leurs questions sur leur futur ministère et sur l'Église [94], tout comme l'ont fait leurs collègues de Montpellier [95]. Une rencontre pastorale débouche sur la préparation du culte de l'Ascension par les étudiants, et sur la mise au point d'un texte lu par eux avant le culte du jeudi 23 mai présidé par le pasteur Jean-Claude III, dans le Grand temple du quai Victor-Augagneur. Ce jour-là, une allocution introductive de Frédéric Kirchner, président du consistoire lyonnais, appelle les fidèles à « écouter les étudiants avec calme et sérénité ». « Comme leurs camarades de la Sorbonne, ces étudiants croient à bien des choses auxquelles on ne semblait plus croire : relations, humaines, dialogue, participation et surtout à la primauté de l'être sur l'avoir », insiste le vice-président du consistoire [96]. Cet appel est relayé dans les paroisses, comme au sein de la paroisse Terreaux-Croix-Rousse par le pasteur Jean-Pierre Monsarrat [97].

Le numéro de juin 1968 du mensuel *L'Illustré protestant* (12e région réformée) relate la prise de position du pasteur Deransard de la paroisse des Brotteaux. Ce dernier souligne que « la contestation à l'égard de la société nous fait mieux comprendre notre responsabilité de chrétiens » [98]. Les journaux mensuels des 12e et 13e régions protestantes de juin et juillet-août affirment l'accord de l'Église réformée, qui a bien en tête un autre appel d'étudiants et de professeurs de la faculté de théologie protestante de Paris, dont Georges Casalis [99] et Paul Ricœur, et les déclarations du pasteur André Dumas, ancien président de la FFACE [100], ainsi que celle de Jacques Maury, nouveau président de l'ERF le 21 mai, puis celles conjointes de la Fédération protestante de France et de l'Église réformée de France le 25 mai [101].

3 Les suites du mouvement social et étudiant

3.1 Les protestants, entre remises en cause ecclésiales et changements de fond

Du côté protestant, dès le mois de juin, le mensuel *Réveil* consacre un dossier de quatre pages centrales, plus le compte-rendu du synode national de Royan qui repense le périmètre des régions ecclésiales [102]. Une immense photo de foule manifestante couvre toute la Une. Dans les pages suivantes, la contribution d'une douzaine de personnes (industriel, contremaitre, théologien, économiste, étudiants…) évoque :

> « l'élan de ces dernières semaines [qui] nous semble assez sincère et assez profond pour que nous ne puissions pas accepter que soit oublié, étouffé,

94. *L'Illustré protestant*, n° 164, juin 1968, p. 24, et *Réveil*, juin 1968, p. 8.
95. *Réveil*, juin 1968, p. 7 ; *L'Illustré protestant*, n° 165, supplément, juillet-août 1968, p. 2.
96. Archives du consistoire de l'Église protestante unie de Lyon.
97. *Réveil* n° 165, supplément, juillet-août 1968, p. 28.
98. *L'Illustré protestant*, n° 164, p. 24.
99. Homélie radiodiffusée, ORTF, 19 mai 1968.
100. *Réveil*, juin 1968.
101. *ibid.*
102. Les 12e et 13e régions fusionneront pour former l'actuelle région Centre-Est.

> ou même annulé par la force des choses [...] l'espérance qui a jailli chez tant de jeunes de toutes catégories sociales de notre pays ».

Durant le mois de juin, trois « mini-synodes » se dérouleront à Lyon, Grenoble et Saoû pour analyser politiquement et théologiquement le déroulement des événements [103]. Dans son numéro spécial de juillet-août dont le thème est « Résister », avec Marie Durand en exergue, *L'Illustré* souligne qu'alors que le mouvement syndical ouvrier et étudiant n'avait pas connu de réaction d'envergure depuis plusieurs années, « ce fut une action dans l'unité avec une grève générale illimitée. Ce qui serait atroce, c'est que l'utopie de ce mouvement soit confisquée par les adultes » [104].

Au changement social, les protestants ajoutent la nécessité de changements ecclésiaux. Dès sa réunion du 21 juin, le conseil du consistoire de Lyon avait débattu d'une proposition de soirée exposée par le pasteur Blanchet. Autour du thème « Expériences, études et rencontres, ou Forme de vie et témoignage, de service dans l'Église autre que paroissial », elle a pour objet d'examiner le « décalage entre enseignement de l'Église et vie quotidienne, les relations entre Église et fidèles », afin de favoriser un programme d'action [105]. Pour sa part, le pasteur Daniel Atger, président de la 12e région remarque que « la contestation est un appel à témoigner sur des changements au sujet du pouvoir dans la communauté qui doit être considéré comme un service [106] ».

Le 20 septembre, le pasteur Jean Abauzit, revenant sur les questions posées depuis les événements de mai, pointe le rôle de l'Église et du « culte qui n'est plus la fête de l'Église ». Dans la même réunion, le pasteur Bindschindler s'interroge sur la catéchèse où « l'enseignement est jugé trop scolaire ».

Six mois après mai-juin 68, la célébration religieuse du 11-Novembre est sur la sellette, des étudiants de l'Ecole préparatoire de théologie protestante ayant perturbé la cérémonie. Ce culte officiel posait déjà question au sein de l'Église, et faute de position tranchée, il avait été décidé d'en confier le déroulement à l'Aumônerie militaire. Ainsi, à Lyon, c'est le pasteur Jacques Vernier, aumônier de la 2e Région militaire qui en avait la charge. N'ayant pu s'entendre la veille au téléphone avec les étudiants, ces derniers ont manifesté lors de la minute de silence [107]. Cette action estudiantine post-mai-juin 68 a deux conséquences : poser la question des relations entre l'Église et les étudiants en théologie, et modifier l'année suivante le culte du 9 novembre. À l'instar de ce qui se passe déjà à Marseille et Dijon, le conseil du consistoire du 20 juin 1969 transforme cette célébration en culte pour la cité, ce qu'il est aujourd'hui encore [108].

Les réunions suivantes, tant au niveau central du consistoire que de certaines paroisses lyonnaises, comme celle des Brotteaux, porteront sur les structures de l'Église, la mission, la place des laïcs en regard des pasteurs, avant que plus tard ne soit posée la place

103. *L'Illustré protestant*, n° 165 p. 9.
104. *ibid.*
105. *L'Illustré protestant* n° 166, septembre 1968, p. 1 ; Archives du consistoire de l'Église protestante unie de Lyon, compte-rendu dactylographié du Conseil consistorial de l'Église réformée de Lyon.
106. *L'Illustré protestant*, n° 166, p. 1.
107. Archives du consistoire de l'Église protestante unie de Lyon, compte-rendu dactylographié du Conseil consistorial de l'Église réformée de Lyon du 22 novembre.
108. *ibid.*

des femmes. Ce sera le cas lors d'une journée consistoriale à Vienne en septembre [109]. Ce dernier débat, repris nationalement, conduira des femmes de plus en nombreuses au pastorat. Pour cela, il faudra lever la condition du célibat, l'Alsace-Lorraine ouvrant la voie. Par ailleurs, le travail de réflexion mené entre étudiants et professeurs de l'Ecole préparatoire de théologie conduira à une décision lors du synode national de Bordeaux en juin 1969.

3.2 Les catholiques, entre rénovation et reflux

Face aux lenteurs de l'institution catholique, plusieurs prêtres lyonnais leaders du Forum (Paul Grange et Louis Deveaux), dont certains étaient membres du conseil provisoire du presbyterium depuis un an, participent à la fondation du mouvement Échanges et dialogue à la Toussaint 1968 [110]. Pour autant, les archives diocésaines ne laissent pas transparaître d'opposition officielle à l'attitude de l'Église catholique de Lyon, ni même de la base cléricale. Tout juste une lettre au cardinal de la part de trois frères capucins contestera-t-elle en décembre les conclusions du Forum [111].

De leur côté, les théologiens vont aussi réagir, et à la rentrée 1969, un nouveau département de recherche nait à la Catho sous la houlette du doyen Maurice Jourjon, avec Daniel Bourreau comme coordinateur. « Aujourd'hui pour certains croyants, l'engagement politique est en passe de rendre la foi inutile », souligne le dominicain Christian Duquoc [112].

Jean Guichard, un laïc, auteur de livres sur le marxisme, qui coopère avec la Chronique sociale depuis 1963, entre en faculté. Le 2 mai 1968, lors d'une réunion rue du Plat, il a incité *la Chronique sociale* à un examen vigoureux, compte tenu de l'évolution des chrétiens les plus engagés. Faisant référence au colloque *Christianisme et révolution* de mars 68 et à la conférence du R.P. Jarlot, il souligne : « Les chrétiens ont cru que la référence à l'Homme, à la Personne, à sa dignité était une raison suffisante pour peser les structures politiques. On commence à s'apercevoir que cette référence peut justifier à peu près n'importe quelle politique [113] ». À l'automne 1968, il se retrouve donc dans le groupe de recherche animé par Christian Duquoc. On y repense les rapports entre foi et politique, par exemple sur la relation politique et vocabulaire liturgique, une réflexion qui se poursuivra dans la revue *Lumière et vie*, dans les rapports avec la revue *Notre Combat*, le Mouvement des chrétiens critiques et Chrétiens pour le socialisme.

Pour autant, les départs du ministère s'accélèrent après 1968, comme en témoignent de nombreux prêtres. Le P. Louis Granjon, constate que dans les années 1970, la moitié de sa promotion (1959) a abandonné le sacerdoce [114]. La chute des ordinations

109. *L'Illustré protestant* n° 166, p. 17 ; entretien avec l'auteur.

110. Entretien avec l'auteur, janvier 2017.

111. Archives diocésaines de Lyon, AD 12/II/124, lettre du 12 décembre 1968 signée des frères Philibert Defour, J. Fargier et E. Exbrayat, aumôniers des monuments expiatoires.

112. Dans le groupe créé à la Faculté de théologie de Lyon, on trouve par exemple Étienne Duval, Pierre Déal, Jean-Claude Sagne, Dominique Jarrosson, les dominicains Christian Duquoc, Hugues Puel, Duval et Sagne, ou le jésuite Albert Longchamp (*Mémoires* de Jean Guichard, non encore publiées).

113. Deux laboratoires de recherche sont créés : *Chercher le Christ parmi les vivants*, dirigé par le P. Jean Alberti, et *Signification terrestre de l'utopie chrétienne*. Animé par Christian Duquoc, ce groupe comportait sept prêtres, une religieuse et quatre laïcs, dont Jean Guichard, catholique pratiquant de la paroisse brondillante des Essarts, et militant du PSU (*Mémoires* de Jean Guichard, non encore publiées).

114. Entretien avec l'auteur le 11 avril 2018 à Villefranche-sur-Saône.

s'accélère [115] : 1 600 en France en 1948, 826 en 1956, 646 en 1965, 460 en 1968, moins de 250 en 1970. De même, le dominicain Jean Kergrist (dit Philippe Hamon) explique que « six des sept membres de la petite communauté créée dans le 8e arrondissement après l'explosion du centre de formation d'Éveux au printemps 1968, quitteront ensuite l'Ordre ». La plupart trouveront un emploi, comme lui, déjà comédien au théâtre de Marcel Maréchal, où il fait embaucher comme agent d'accueil, le très lettré et arabisant Pierre-Luc Séguillon, qui deviendra ensuite journaliste [116].

Parmi ceux qui restent, nombre de prêtres vont aussi au travail, prolongeant la réautorisation de 1965. Dès la rentrée 1968, le clairvoyant Mgr Matagrin ouvre des expérimentations avec l'envoi de trois prêtres en mission de travail dans le domaine social, éducatif et culturel (Alain Baptiste, François Galle et Emmanuel Payen). Ce dernier, ex-prêtre de la paroisse à Sainte-Bernadette à Caluire, trouve un emploi à l'OCCAJ, dans le tourisme social d'origine chrétienne [117]. Trois ans plus tard, le cardinal Renard accepte que des prêtres soient nommés en équipe à Bron-Parilly. Ainsi, Gérard Danière, Bernard Yvernogeaux et Jean Peyer auront un travail à mi-temps en complément de leur ministère paroissial [118].

Il faudrait aussi parler de l'évolution des communautés religieuses, notamment féminines. Ce mouvement va de pair avec la laïcisation de la société (départ des religieuses des services des Hospices civils de Lyon), l'engagement syndical en nombre de militantes de l'ACMSS, et une vigoureuse autocritique des milieux indépendants réunis au sein de la Jeunesse indépendante chrétienne et de l'Action catholique des milieux indépendants [119].

Alors qu'un certain nombre de pratiquants se détourneront de la messe dominicale après la publication de l'encyclique sur la régulation des naissances au cœur de l'été 1968, les militants de la JEC, du MRJC et des Équipes enseignantes vivront des moments douloureux souvent liés à leur approche du socialisme et de leurs rapports avec l'institution-Église [120]. « En mai 1968, nous ne comprenions pas tout ce qui agitait nos aînés, mais nous étions dans l'enthousiasme de notre mission à venir : mettre en œuvre le Concile. Mais en juillet, avec l'encyclique *Humanae vitae*, le doutes ont commencé », insiste Georges Decourt, alors séminariste et toujours prêtre à ce jour [121].

3.3 L'immuabilité ecclésiale catholique

Au printemps 1969, prêtres et évêques se réunissent à Issy-les-Moulineaux pour analyser les réponses au questionnaire lancé parmi le clergé et préparer une rencontre à Pentecôte. Alors que 51 % des 41 000 prêtres français ont apporté leurs contribu-

115. D'après les chiffres donnés par Hervé Serry, *Église catholique, autorité ecclésiale et politique dans les années 1960* cité dans Collectif de la Grande Côte, *Lyon en luttes dans les années 68…*, *op. cit.*, p. 208.

116. Entretien avec l'auteur, 9 mai 2017. Rédacteur en chef de l'hebdomadaire *Témoignage chrétien*, Pierre-Luc Séguillon termine sa carrière journalistique à TF1 et LCI.

117. Entretien avec l'auteur, janvier 1967.

118. Entretien avec l'auteur le 26 septembre 2016.

119. Note de 6 pages ACI-JIC-ACE 23 mai 2018, *Documents ACO*, juin-juillet 1968.

120. Entretien avec Madeleine Comte, 3mai 2018.

121. Témoignage recueilli par l'auteur, 5 novembre 2017.

tions, leur nombre se limite à 35 % dans la région Centre-Est, où se sont pourtant déroulées de nombreuses rencontres l'année précédente [122]. Reste que les demandes qui en sortent rejoignent ce qu'ont exprimé les forums de prêtres dont celui de Lyon : arrêter la multiplicité des tâches, repenser les structures pastorales à côté de la vie qui mettent mal à l'aise les prêtres, revoir la structure paroissiale insuffisante pour répondre aux besoins nouveaux, modifier urgemment les rapports évêques-prêtres... À l'automne 1969, le conseil du presbyterium s'interroge sur « les petites communautés hors des structures d'Église, les ministères sauvages, le mariage de certains prêtres [123]... ». Pourtant, dès l'année 1970, les évêques décident de déserter les sessions estivales de prêtres en raison de la présence de prêtres mariés et de leurs épouses. La rupture s'opère définitivement en 1978 et l'Association régionale des prêtres vit sa vie en marge jusqu'en 1990 [124].

Dans le même temps, un dialogue entre Mgr Ancel, supérieur du Prado, et Joseph Jacquet, responsable régional CGT, illustre les contacts noués avec des personnes compagnons de route ou membres du Parti communiste. D'autres chrétiens plus réformistes évoluent, quittant le PSU pour le Parti socialiste après 1974, et rencontrent des difficultés avec sa frange la plus laïque, tel que le raconte le Brondillant André Chazalette [125].

Il faut attendre un quart de siècle, pour que certaines des intuitions mises en avant par le Forum des prêtres de Lyon en septembre 1968 soient discutées dans l'institution ecclésiale. Et c'est le Père Emmanuel Payen, l'un des deux porte-parole de ce forum, qui est le secrétaire du Synode diocésain lancé par le cardinal Albert Decourtray.

4 En conclusion : la fidélité, une marque chrétienne des engagements post-soixante-huitards

Ce fait est suffisamment marquant des trajectoires chrétiennes pour être noté : il faut souligner la fidélité aux engagements de 1968. Comme le remarquent les chercheurs lyonnais, François Alfandari, Lilian Mathieu et Vincent Porhel [126], l'attachement aux choix et aux valeurs qui les fondent, reste tenace pour un grand nombre de militant(e)s chrétien(ne)s. Même s'ils ont pris du champ avec les institutions, qu'elles soient d'Église, de syndicat ou de parti, engagés en 1968, nombre de laïcs le sont encore cinquante ans plus tard. De même, quelle que soit leur situation sur l'échiquier ecclésial, on ne compte plus aussi les prêtres ou ex-ministres ordonnés devenus permanents syndicaux, et une fois à la retraite, mariés ou non, restant des militants de la cause palestinienne ou fer de lance de l'accueil des migrants, par exemple.

Ce fait illustre l'existence d'un terreau spécifiquement lyonnais, même s'il va en se réduisant au fil des décès des acteurs-trices de 1968. Ce que l'universitaire Lilian Mathieu avait souligné en préambule de l'ouvrage collectif qu'il préfaçait : « On ne

122. Seulement 1 663 prêtres sur 74 773 recensés ont répondu (Archives diocésaines de Lyon, AD 12/II/124, voir document d'une cinquantaine de pages, supplément de *Église de Lyon*).

123. Archives diocésaines de Lyon, AD 12/II/124, session du 17 novembre 1969.

124. Voir Historique de l'Assemblée régionale des prêtres (ARP) 1968-1977 non datée, et Archives départementales du Rhône.

125. M. Mella, *Le socialisme, une porte entr'ouverte*, Lyon, 2001

126. Collectif de la Grande Côte, *Lyon en luttes dans les années 68...*, *op. cit.*, p. 288-290.

peut comprendre les événements de mai-juin 68 et ses suites à Lyon, sans prendre en considération la densité des réseaux du catholicisme social à Lyon [127]. »

127. *ibid.*, p. 25.